

## La possible suppression de 400 postes

**UBS.** La banque pourrait supprimer environ 400 emplois en Suisse, a indiqué lundi le portail d'information «Inside Paradeplatz», citant des sources bancaires anonymes. Le groupe doit dévoiler ses résultats trimestriels, attendus en forte baisse, et pourrait dévoiler de nouvelles mesures d'économie à cette occasion. La division gestion de fortune serait la plus durement touchée par les suppressions de postes, ainsi que l'activité opérations et l'informatique, la banque délocalisant de plus en plus ses activités vers des pays à faible coût de main d'œuvre comme la Pologne, a précisé le site internet, spécialisé dans les informations confidentielles du secteur financier. Cette nouvelle coupe dans les effectifs représenterait environ 2% des emplois d'UBS en Suisse, qui compte 20'000 salariés dans la Confédération, a ajouté le portail, précisant que d'autres départs pourraient suivre. Interrogé par AWP, l'établissement n'a pas souhaité commenter ces informations. Jeudi dernier, le quotidien britannique *Financial Times* avait affirmé qu'UBS allait réorganiser ses activités de gestion de fortune afin de réaliser des économies de plusieurs centaines de millions de francs par an. La restructuration comprend le regroupement de pans entiers des activités de support et de suivi de marché, avait estimé le journal. UBS publie aujourd'hui ses résultats au premier trimestre 2016. Les performances du groupe sont attendues en forte baisse, notamment dans la banque d'affaires, en raison d'un début d'année particulièrement agité sur les marchés financiers. ■

### CREDIT SUISSE: fermeture de la succursale de Romont

Le groupe Credit Suisse a annoncé hier que sa succursale de Romont allait fermer le 30 juin. La banque estime qu'elle n'offre plus une taille critique suffisante. L'établissement, qui emploie actuellement trois personnes, nécessiterait des travaux trop importants à long terme. Credit Suisse met en avant qu'il a rénové plusieurs établissements dans le canton ces dernières années. Notamment son siège de Fribourg et ses succursales de Bulle, Châtel-St-Denis et Morat. La banque prévoit aussi des investissements à Payerne.

### AGENDA

#### MARDI 3 MAI

Looser: résultats T1  
BC de Lucerne: résultats T1  
Straumann: résultats T1  
Dufry: résultats T1  
UBS: résultats T1  
Valiant: résultats T1  
Swisscom: résultats T1  
Seco: climat de consommation avril  
Swiss Air Lines: résultats T1  
Credit Suisse: CP sur le thème Gottardo 2016, Lucerne  
KOF: sondage conjoncturel avril  
Eress + Hauser: CPB 2015, Bâle

# Désendettement et reprise asynchrones

Effet des politiques monétaires et ralentissement programmé en Chine sous la loupe du chef économiste de S&P. A Genève pour le forum de l'ISAG.

Au cœur du propos de Jean-Michel Six, chef économiste Europe de Standard & Poor's (S&P), trois C, trois catalyses essentiels pour comprendre l'évolution actuelle de l'économie mondiale. Banques centrales, Chine et commodities conditionnent l'environnement et les marchés financiers. Entretien à Genève à l'occasion du forum de l'Association des Stratégistes d'Investissement de Genève (ISAG).

### Quels sont les effets visibles des politiques d'assouplissement monétaire des banques centrales?

Les plus évidents sont ceux des banques centrales qui ont initié des politiques non orthodoxes des premières, à savoir la Réserve Fédérale américaine et la Banque d'Angleterre. Leurs effets sont incontestables sur le marché immobilier qui s'est d'abord stabilisé puis est reparti. Elles ont en outre permis aux ménages et aux entreprises de se désendetter ou de refinancer leur dette dans de meilleures conditions ce qui représente une nette amélioration des équilibres. L'Europe est dans une situation très différente parce que la politique d'assouplissement de la Banque Centrale Européenne a été beaucoup plus tardive. La part de l'endettement s'y est stabilisée mais n'a pas décliné, exception faite de certains pays périphériques comme l'Espagne. Notez toutefois que les divergences entre Etats-Unis et Europe ne tiennent pas seulement des politiques monétaires mais également du cadre légal. Aux Etats-Unis, les lois autorisent les ménages à se défaire de leurs biens immobiliers sans poursuites récurrentes. Une fois le bien saisi par la banque détentrice de l'hypothèque, l'ancien propriétaire est libéré de toute obligation alors qu'en Europe, un ménage

dont le bien a été saisi, reste passible de poursuites judiciaires.

### Les faillites bancaires ont été de taille aux Etats-Unis au lendemain de la crise de 2008.

Certes, beaucoup de petites banques régionales ont fait faillite, les grandes ayant reçu un soutien de l'Etat, mais la réglementation sur l'endettement bancaire y est très différent de ce qu'il est en Europe. Les banques américaines doivent provisionner les créances douteuses au bout de 45 jours. A soixante jours, elles doivent soit recouvrer la dette, soit l'abandonner. Cette législation évite qu'elles s'enfoncent dans une spirale sans fin de crédits douteux comme on peut le voir aujourd'hui en Italie.

### En Chine aussi le pourcentage de prêts bancaires en défaut de paiement est très élevé.

La notion de faillite en Chine est très élastique. Très peu de sociétés immobilières sont entrées en faillite alors que beaucoup d'entre elles sont en situation plus que critique.

### Quels sont les principaux objectifs de la Banque Centrale Européenne?

La Banque Centrale Européenne vise à soutenir les anticipations d'inflation dans un contexte international déflationniste. Pour ce faire, elle a pris des mesures hardies visant à réduire considérablement les taux d'intérêt afin de soutenir la reprise de l'activité. Ces taux bas ont permis aux secteurs publics et privés de diminuer la charge de leur dette. On assiste actuellement à un début de reprise dans la zone euro avec un premier trimestre qui a connu une plus forte croissance (0,6%). L'enjeu est maintenant de savoir si cette reprise enclenchera un redressement de l'investissement



JEAN-MICHEL SIX. Les Etats-Unis se préoccupent déjà du cycle suivant.

des entreprises dans les prochains trimestres.

### La désintermédiation reste faible en Europe.

Elle a beaucoup progressé. Avant 2008, les marchés de capitaux représentaient 80% du financement des entreprises aux Etats-Unis et seulement 20% des entreprises européennes. Depuis l'Europe converge vers une répartition plus similaire à celle des US. Les entreprises y sont financées à environ 40% par des capitaux non bancaires.

### Les règles de Bâle III instaurées depuis 2008 ne sont-elles pas un frein à la croissance en Europe?

La réglementation a été procyclique. Elle a renforcé l'affaiblissement du crédit et, dans une certaine mesure, entravé la croissance. En l'espèce, les objectifs des banques centrales peuvent parfois paraître contradictoires avec ceux de la Banque des Règlements Internationaux.

### A l'heure actuelle, entre une Réserve Fédérale qui tente de resserrer les taux et la BCE (ou une Banque du Japon) qui les contraint à la baisse, on assiste à une désynchronisation des politiques monétaires. Quel impact?

Les pays développés ne sont pas au même stade. De 2008 à 2015,

le bilan de la Fed est passé de 1000 milliards à près de 5000 milliards de dollars. Les Etats-Unis sont repartis plus rapidement que la zone euro et se préoccupent déjà du cycle suivant. Cependant, dans un environnement non inflationniste, encouragé par le faible cours de matières premières, si la Fed resserre les taux, elle risque d'apprécier encore davantage sa devise ce qui n'est probablement pas son objectif. En 2015, la Chine, le Japon, la Suisse, la Suède ont toutes ciblé un affaiblissement de leur devise. On a même parlé de guerre des monnaies. Depuis le G20 de Shanghai en février, on remarque toutefois une accalmie, comme si les pays avaient conclu un accord tacite pour ne plus pousser leurs monnaies vers le bas. Les Etats-Unis n'ont manifestement pas l'intention d'être le dindon de la farce vis-à-vis de l'euro. D'ailleurs, depuis, l'euro s'apprécie ce qui complique la vie de la BCE et, de plus, le pétrole remonte.

### L'une des difficultés de la BCE a été d'amener les banques à financer l'économie.

Effectivement. Elle le fait grâce à son programme de rachat de titres d'entreprises, y compris d'entreprises 100% privées et même d'entreprises étrangères qui émettent des obligations en euro. Une opportunité que les entreprises américaines ont su saisir très tôt sous forme de Yankee bonds.

### Avec un certain succès puisque les taux appliqués aux petites et moyennes entreprises de

### L'Europe périphérique converge vers ceux de l'Allemagne.

Mario Draghi a essayé de résorber la fragmentation apparue en Europe après 2011. En 2012, les écarts de taux sur les PME entre les pays étaient très élevés, autour de 100 points de base. Ils se sont affaiblis depuis car la politique de la BCE profite surtout à la périphérie. Cependant, et malgré de vraies réformes sur les retraites et le marché du travail, en Italie, les créances douteuses restent un vrai problème qui affaiblit les perspectives de reprise. Fin 2015, à prix constant, le niveau d'investissement italien était de 20% inférieur à ce qu'il était en 2007 ce qui implique une croissance potentielle très faible.

### Le ralentissement chinois est au cœur des débats. Est-il si extraordinaire?

Ce ralentissement était inéluctable. Il correspond à une phase parfaitement normale du développement, déjà observée au Japon, à Taiwan ou en Corée du Sud il y a 30 ans. A son plus élevé, le rapport de l'investissement au PIB au Japon était de l'ordre de 33%. En Chine, il est à l'heure actuelle de 48%. Dont une partie dans des projets non rentables. Il ne sert à rien à la Chine de retarder ses échéances par une inflation du crédit ni de continuer à éviter l'élimination des corps malingres en prévenant les faillites. Il faudra qu'elle en vienne à réformer les sociétés d'Etat et les entreprises immobilières trop fragiles. Mais les conséquences sociales seront difficiles à gérer.

INTERVIEW: NICOLETTE DE JONCAIRE

DEPUIS LE G20 DE SHANGHAI EN FÉVRIER ON REMARQUE UNE ACCALMIE SUR LES MARCHÉS DE CHANGE. UN ACCORD TACITE POUR NE PLUS POUSSER LES MONNAIES VERS LE BAS.

# Performance grâce aux opérations d'intérêt

**VALIANT.** La rentabilité trimestrielle s'est améliorée de 16,6%. La société s'attend à dégager en 2016 un résultat supérieur à celui de l'année dernière.

Le groupe bancaire Valiant a dégagé au premier trimestre 2016 un bénéfice consolidé de 23,4 millions de francs, en hausse de 16,6% sur un an. Les recettes tirées des opérations d'intérêts, principale source de revenus, ont connu une évolution favorable de janvier à mars. La société s'attend à dégager en 2016 un résultat légèrement supérieur à celui de l'année dernière. La rentabilité mesurée à l'aune du résultat opérationnel s'est améliorée de 24,3% à 29,1 millions de francs, a indiqué le holding.

Le produit des opérations d'intérêts s'est étoffé de 6% à 70,4 millions de francs. Malgré cette progression, Valiant reconnaît toutefois que la pression sur la marge d'intérêts s'est renforcée, en raison d'un environnement de taux bas persistants. Les renouvellements d'hypothèques à taux fixe et de crédits ainsi que les nouvelles affaires ont été conclues à des taux d'intérêt net-

tement inférieurs à ceux de ces dernières années lors du premier trimestre 2016. Les opérations de négoce se sont envolées de 25,6% à 2,5 millions de francs. Les opérations de commissions et de prestations de services se sont inscrites à 15 millions de francs, soit un recul de 3,8%. Les autres résultats ordinaires affichent une baisse de 21,9%, à 1,2 million. Le produit d'exploitation au premier trimestre est en augmentation de 4,1% à 89,2 millions, pour des charges stables de 54,6 millions (-0,4%). Au 31 mars, les prêts à la clientèle s'élevaient à 22,19 milliards de francs (+0,5%), dont 20,43 mrd d'hypothèques. Ces dernières ont stagné sur trois mois sous l'effet d'une concurrence sur les prix accentuée lors des trois premiers mois de l'année. Les dépôts clientèle ont effectué un saut de puce (+0,3%) à 18,14 milliards. La somme au bilan a gonflé de 1,3% à 25,78 milliards de francs. Les

chiffres trimestriels sont accueillis avec scepticisme par les investisseurs. Ce premier partiel déçoit les attentes, selon la Banque cantonale de Zurich (ZKB). L'analyste de la ZKB s'étonne par ailleurs de la forte progression des opérations d'intérêts dans un contexte de taux bas. Une nouvelle amélioration n'est cependant pas attendue. Le résultat opérationnel ne de-

vrait plus connaître de bond similaire ces prochains mois, ce qui limite le potentiel de hausse de l'action. Le modèle d'affaires de Valiant confère toutefois une bonne protection, suffisante pour que la ZKB laisse la recommandation à «pondérer au marché». Du côté de CS, on s'attendait également à de meilleurs chiffres. Le niveau des recettes a été sous-es-

timé, relativisent toutefois les analystes de la grande banque. Ces derniers parlent de «performance solide» et reconduisent la recommandation «Outperform». Un «démarrage réussi», commente pour sa part la Neue Helvetische Bank. Valiant signerait un «bon résultat», s'il venait à remplir son objectif d'amélioration du bénéfice net en 2016. ■

## Le redéploiement autour du numérique

La communication très active et les succès de la Banque cantonale de Glaris sur le terrain du numérique ferait presque oublier que les banques régionales Valiant réalisent elles aussi des avancées intéressantes sur ce terrain. D'autant plus qu'il s'agit essentiellement d'outils agissant en soutien au travail en contact avec le client, permettant d'améliorer la qualité du service. La possibilité d'ouvrir un compte en ligne par identification vidéo semble aller quelque peu à l'encontre de cette logique, mais montre avant tout que Valiant souhaite placer les souhaits des clients au centre de sa démarche. Puisant ainsi dans l'expérience très riche de son président Jürg Bucher en tant que président exécutif de Postfinance pour entrer dans une nouvelle ère de la banque de détail et redéfinir la notion

de lien de proximité. Nous ne parlons plus de la création de nouvelles succursales sous forme de cercles concentriques pour élargir l'empreinte géographique. Même si le bassin lémanique ne figure pas (encore) sur la carte de la présence physique, ni tout ce qui se situe à l'est de l'axe Argovie-Zoug. Les nouveaux arguments ainsi créés n'ont pas encore tous pu déployer leur pouvoir d'attraction de nouveaux clients. Mais il y a du potentiel au niveau d'un critère toujours plus déterminant au vu des marges sur taux d'intérêt qui restent compressées, qu'une augmentation du volume de crédits hypothécaires arrive d'autant plus difficilement à compenser que les nouvelles exigences réduisent sensiblement le cercle de ceux pouvant devenir propriétaire. — (Christian Affolter)